

Des burundaises en exil saluent "le courage du gouvernement belge"

La Libre Belgique, 12 novembre 2015 Burundi : la Belgique donne le ton Opinions - Juliette Nijimbere et Justine Nkurunziza, mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité. C'est un signe encourageant de constater que le gouvernement belge a suivi avec une attention soutenue la préoccupante situation au Burundi depuis la décision de Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat illégal et anticonstitutionnel, et ce, malgré les accusations, les déclarations incendiaires, les violations quotidiennes des droits de l'homme et des agissements du gouvernement illégal de Bujumbura contraire aux principes des droits humanitaires gouvernant les conflits ainsi que la violation flagrante des principes régissant le droit des relations diplomatiques internationales envers son partenaire historique et privilégié.

Nous profitons de cette occasion pour saluer le courage du gouvernement belge d'avoir donné le ton à la communauté internationale en dénonçant le contexte actuel du Burundi, marqué entre autres par des exécutions extra-judiciaires incessantes et innombrables notamment des personnes proches de l'opposition, une violation sans cesse croissante des droits de l'homme en général, un recul des principes démocratiques et une détérioration effrayante des conditions socio-économiques de la majorité de la population. Il s'en est suivi le ralliement du Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'Union africaine et l'Union européenne, et d'autres partenaires du Burundi, à quelques jours d'intervalle des déclarations et prises d'importantes décisions à l'égard de Bujumbura afin de pousser les autorités burundaises à accepter de discuter avec les autres acteurs nationaux, cela dans l'espoir de mettre fin aux violences et surtout, d'arrêter le génocide. Le Mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité déplore l'attitude malheureuse et irresponsable des autorités burundaises qui, au lieu d'assumer leurs responsabilités envers le peuple burundais, ont cherché des boucs émissaires et versé dans des accusations, des déclarations incendiaires et des agissements inamicaux et irresponsables envers le partenaire historique et privilégié du Burundi. Le Mouvement des femmes et des filles burundaises pour la paix et la sécurité se solidarise totalement avec cette position ingrate de ces dirigeants irresponsables et affirme avec reconnaissance que le peuple Burundais est bien conscient de l'amitié et de la solidarité de la Belgique à son égard. Le Mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité soutient sans réserve la proposition des négociations inter-burundaises inclusives, ainsi que toutes les mesures concrètes et courageuses prises par la Belgique pour contraindre les décideurs du pouvoir illégal en place à engager de manière urgente, les pourparlers avec tous les protagonistes de la crise actuelle. Nous exhortons le gouvernement belge à continuer de suivre de près l'évolution de la situation au Burundi, surtout en cette période marquée par les appels à la haine - qui constituent une incitation à la discrimination ethnique et politique ainsi qu'une incitation à l'hostilité et à la violence - proférés par le Président Pierre Nkurunziza, son porte-parole Pascal Nyabenda; le Président du parti CNDD FDD Gélase Ndabirabe ainsi que le Président du Sénat Ruvyironde Ndikuriyo. La détérioration de la sécurité ainsi que la multiplication des actes de violence et atteinte aux droits de l'homme font peser une sérieuse menace sur la paix et la stabilité du pays et de la région tout entière. La récente déclaration incendiaire du Président du Sénat lors d'une réunion avec les chefs de quartiers de la ville de Bujumbura (le 31 octobre dernier) ainsi que celle du Président de la République du Burundi adressée à la population burundaise (le 2 novembre), sont des états de fait qui annoncent une descente aux enfers qui ne doit pas être fatale : il faut porter secours aux populations burundaises.